Nations Unies E/2022/9/Add.1

Conseil économique et social

Distr. générale
6 octobre 2021
Français
Original : anglais

Session de 2022
23 juillet 2021-22 juillet 2022
Point 4 de l'ordre du jour
Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations

Nomination de 24 membres du Comité des politiques de développement

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux résolutions 1998/46 et 1998/47 du Conseil économique et social, le Secrétaire général a l'honneur de proposer la candidature de 24 expertes et experts, dont les noms et qualités sont répertoriés ci-après, en vue de leur nomination au Comité des politiques de développement, à titre personnel, pour un mandat de trois ans commençant le 1er janvier 2022 et expirant le 31 décembre 2024 (voir annexe I).

2. En sélectionnant les candidates et candidats, le Secrétaire général a tenu compte de la nécessité, pour le Comité, de bénéficier des compétences diversifiées d'écologues, d'économistes et de spécialistes des sciences sociales ayant une expérience dans le domaine du développement, ainsi que d'assurer une répartition géographique équitable, une représentation équilibrée des genres et un équilibre entre la continuité et le changement dans la composition du Comité. Les informations biographiques concernant ces candidates et candidats figurent à l'annexe II.

21-14324 (F) 141021 221021

Merci de recycler

Annexe I

Candidates et candidats à la nomination au Comité des politiques de développement

Adriana Abdenur (Brésil)*, Professeure à l'Institut de relations internationales de l'Université catholique pontificale de Rio de Janeiro

Fatuma Abdulkadir Adan (Kenya), entrepreneure sociale et fondatrice de la Horn of Africa Development Initiative

Sabina Alkire (États-Unis d'Amérique), Directrice de l'Oxford Poverty and Human Development Initiative de l'Université d'Oxford

Debapriya Bhattacharya (Bangladesh)*, membre émérite du Centre de dialogue sur les mesures à prendre

Sofia Borges (Timor-Leste), Première Vice-Présidente et Chef du Bureau de New York de la Fondation pour les Nations Unies

Ha-Joon Chang (République de Corée)*, Professeur à la Faculté d'économie et au Centre of Development Studies de l'Université de Cambridge

Stefan Dercon (Belgique), Professeur de politique économique et Directeur du Centre d'étude des économies africaines à l'Université d'Oxford

Sakiko Fukuda-Parr (Japon)*, Professeure de relations internationales à The New School

Ahmed Galal (Égypte), Président du conseil d'administration du Middle East and North Africa Health Policy Forum

Arunabha Ghosh (Inde)*, fondateur et Président-Directeur général du Council on Energy, Environment and Water

Trudi Hartzenberg (Afrique du Sud)*, Directrice exécutive du Trade Law Centre

Anne-Laure Kiechel (France), fondatrice de Global Sovereign Advisory

Carlos Lopes (Guinée-Bissau), Professeur à la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap, professeur invité à Sciences Po Paris et chercheur associé de l'Africa Programme et de Chatham House (Institut royal des affaires internationales)

Amina Mama (Nigéria)*, Directrice du Département des études féminines, des études de genre et des études sur la sexualité de l'Université de Californie (Davis), Directrice du Feminist Research Institute et Professeure d'études féminines, d'études de genre et d'études sur la sexualité

Jacqueline Musiitwa (Zambie)*, fondatrice et Associée gérante du Hoja Law Group

Keith Nurse (Trinité-et-Tobago)*, Directeur et Président du Sir Arthur Lewis Community College (Sainte-Lucie)

José Antonio Ocampo Gaviria (Colombie)*, Professeur à la School of International and Public Affairs de l'Université Columbia (États-Unis d'Amérique)

Annalisa Prizzon (Italie), Directrice de recherche à l'Overseas Development Institute

* Candidat(e) qu'il est proposé de reconduire dans ses fonctions de membre du Comité.

Liliana Rojas-Suarez (Pérou), Directrice de la Latin America Initiative et chargée de recherches au Center for Global Development

Taffere Tesfachew (Éthiopie)*, Conseiller principal au Tony Blair Institute for Global Change et ancien Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED

Kori Udovicki (Serbie)*, Directrice du Center for Advanced Economic Studies

Rolph van der Hoeven (Pays-Bas)*, Professeur d'économie de l'emploi et du développement à l'International Institute of Social Studies de l'Université Érasme (La Haye)

Natalya Volchkova (Fédération de Russie)*, Maître de conférences à la New Economic School et Vice-Rectrice de la Russian Foreign Trade Academy

Xufeng Zhu (Chine), Professeur et Doyen exécutif adjoint de la School of Public Policy and Management de l'Université Tsinghua et Directeur exécutif de l'Institute for Sustainable Development Goals de l'Université Tsinghua.

* Candidat(e) qu'il est proposé de reconduire dans ses fonctions de membre du Comité.

Annexe II

Informations biographiques sur les candidates et candidats à la nomination au Comité des politiques de développement**

Adriana Abdenur (Brésil)

Chercheuse et spécialiste des politiques à l'Instituto Igarapé de Rio de Janeiro, dont elle coordonne la Division de la consolidation de la paix et dirige les initiatives de prévention et de règlement des conflits en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, Mme Abdenur est fondatrice et coordonnatrice du BRICS Policy Center, ancienne boursière Fulbright et membre du India China Institute. Elle a donné des cours sur le développement et les relations internationales à The New School, à l'Université Columbia et à la Fondation Getúlio Vargas. Elle a également travaillé comme consultante en en matière de politique générale pour de nombreuses entités des Nations Unies ainsi que pour la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Elle a écrit de nombreux articles sur la coopération Sud-Sud, le rôle des pays du groupe BRICS dans la gouvernance mondiale et les liens entre le développement et la sécurité. Elle est titulaire d'un master et d'un doctorat en sociologie (avec une spécialité en développement international) de l'Université de Princeton.

Fatuma Abdulkadir Adan (Kenya)

Mme Abdulkadir Adan a fondé en 2003 la Horn of Africa Development Initiative, un organisme à but non lucratif qui fait partie de la communauté GlobalGiving et s'emploie à promouvoir la paix et l'éducation dans le nord du Kenya. Née de parents issus de tribus en guerre à Marsabit, au Kenya, elle est profondément attachée à la paix et engagée en faveur de celle-ci. Elle est avocate et lauréate du Prix de la Paix de Stuttgart. Elle est titulaire d'un diplôme de premier cycle en droit de l'Université Moi (Kenya).

Sabina Alkire (États-Unis d'Amérique)

Directrice de l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), un centre de recherche économique créé en 2007 au sein du Département du développement international de l'Université d'Oxford (Angleterre), Mme Alkire est aussi chargée de recherche à la Human Development and Capability Association. Elle a travaillé avec de nombreuses organisations, dont la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, le Bureau du Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission européenne et le Ministère du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Mme Alkire et son collègue James Foster, chercheur associé à l'OPHI, ont mis au point la méthode Alkire-Foster, une méthode largement utilisée pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'Oxford.

** La version originale de la présente annexe n'a pas été revue par les services d'édition.

Debapriya Bhattacharya (Bangladesh)

Macroéconomiste et spécialiste de l'analyse des politiques publiques, M. Bhattacharya est membre émérite du Centre de dialogue sur les mesures à prendre, un groupe de réflexion bangladais, et chercheur non résident au Center for Global Development. Il est l'ancien Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), des Offices des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève et à Vienne (de 2007 à 2009, période durant laquelle il était aussi accrédité auprès du Saint-Siège). En tant qu'Ambassadeur et Représentant permanent, il a été le chef de file de la délégation du Bangladesh à plusieurs des réunions tenues durant le Cycle de négociations de Doha pour le développement organisé par l'OMC. Il a également été Président du conseil de direction de la CNUCED ; coordonnateur du Groupe des pays les moins avancés pour le système des Nations Unies à Genève et Conseiller spécial du Secrétaire général de la CNUCED pour les pays les moins avancés ; Directeur exécutif du Centre de dialogue sur les mesures à prendre ; associé principal de recherche au Bangladesh Institute of Development Studies ; associé principal Fulbright au Center for Global Development de Washington ; chercheur invité à l'Institut pour la nouvelle technologie de Maastricht, à l'Université de Manchester et à l'Institute of Developing Economies de Tokyo ; membre associé de l'Asia Society de New York. Il est titulaire d'un master (obtenu avec mention) et d'un doctorat en économie de l'Institut d'économie nationale Plekhanov (Moscou). Il a fait ses études postdoctorales à la Queen Elizabeth House d'Oxford.

Sofia Borges (Timor-Leste)

Mme Borges est la Première Vice-Présidente et la Chef du Bureau de New York de la Fondation pour les Nations Unies. Avant de rejoindre la Fondation, elle a été la Chef de cabinet adjointe du Président de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et travaillé en tant que Conseillère spéciale pour la coopération stratégique et la transparence au cabinet du Président de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale. Elle a également occupé divers postes à la Mission permanente du Timor-Leste auprès de l'Organisation des Nations Unies, dont, pendant six ans, celui d'Ambassadrice et Représentante permanente. Elle a représenté son pays lors de la période critique de sa transition entre les phases de maintien de la paix et de consolidation de la paix, y compris au moment du retrait de la question sur la situation au Timor-Leste de l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle est titulaire de diplômes d'anthropologie, de sciences politiques et de droit qui lui ont été délivrés par l'Université nationale australienne (Canberra) et l'Université du Territoire du Nord (Darwin).

Ha-Joon Chang (République de Corée)

Ancien Directeur assistant des études du développement à la Faculté d'économie et de politique de l'Université de Cambridge, M. Chang a dirigé le projet « Industrial Organisation and Industrial Policy » de l'Economic and Social Research Council au Centre for Business Research, qui dépend du Département d'économie appliquée de l'Université de Cambridge. Il a également coordonné le projet de la CNUCED intitulé « Development of East and South-East Asia and a New Development Strategy-Role of the Government » et piloté le projet « Institutions and Economic Development – Theory, History, and Contemporary Experiences » de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU-WIDER). Il est professeur et chargé de recherche à l'École des études orientales et africaines de

l'Université de Londres, professeur invité dans diverses universités et consultant auprès d'organismes des Nations Unies et d'organisations financières multilatérales. Il est titulaire d'un doctorat de la Faculté d'économie et de politique de l'Université de Cambridge.

Stefan Dercon (Belgique)

Professeur de politique économique à la Blavatnik School of Government et au Département d'économie et chargé de recherche au Jesus College, M. Dercon est également Directeur du Centre d'étude des économies africaines et travaille au Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en tant que Conseiller en matière de politique de développement auprès de la Ministre des affaires étrangères. De 2011 à 2017, il a été économiste en chef du Ministère du développement international du Royaume-Uni, où il était chargé de dispenser des conseils stratégiques et de veiller à l'utilisation de données probantes lors de la prise de décisions. Avant de commencer à travailler à l'Université d'Oxford, il a occupé des postes à l'Université d'Addis-Abeba (Éthiopie), à l'Université catholique de Louvain et à WIDER (Helsinki), qui fait partie de l'Université des Nations Unies. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'Oxford.

Sakiko Fukuda-Parr (Japon)

Professeure de relations internationales à The New School, Mme Fukuda-Parr est une économiste du développement spécialisée dans le développement humain, les droits humains et l'économie politique du développement. Son livre *Fulfilling Social and Economic Rights,* qu'elle a coécrit avec T. Lawson-Remer et S. Randolph, a reçu le Prix Grawemeyer « Idées pour améliorer l'ordre mondial » de l'American Political Science Association dans la catégorie du meilleur ouvrage sur les droits humains. Parmi ses autres publications récentes figurent les ouvrages *Millennium Development Goals : Ideas, Interests, Influence* (2017) et *Human Rights and the Capability Approach: An Interdisciplinary Conversation* (en collaboration avec P. Vizard et D. Elson). Elle préside actuellement le Panel on Global Governance for Health de l'Université d'Oslo et elle a été membre du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur l'accès aux médicaments et de la Lancet Commission on Global Governance for Health. De 1995 à 2004, elle était la directrice de publication et l'auteure principale des Rapports sur le développement humain du PNUD.

Ahmed Galal (Égypte)

Ancien Ministre égyptien des finances (2013-2014), M. Galal préside actuellement le conseil d'administration du Middle East and North Africa Health Policy Forum et est un membre actif des conseils d'administration de plusieurs organisations non gouvernementales locales, régionales et internationales. Pendant dix ans, jusqu'en décembre 2016, il a été le Directeur général de l'Economic Research Forum. Avant cela, il a travaillé pendant 18 ans pour la Banque mondiale, où il menait des recherches et conseillait les gouvernements de plusieurs pays en matière de politique générale. Il a également été Directeur exécutif et Directeur de la recherche de l'Egyptian Center for Economic Studies. Il est auteur et coauteur de plus d'une dizaine de livres, qui portent notamment sur le Moyen-Orient, et titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Boston.

Arunabha Ghosh (Inde)

M. Gosh est spécialiste des politiques publiques, conseiller, auteur, chroniqueur et expert en renforcement institutionnel. En tant que fondateur et Président-Directeur général du Council on Energy, Environment and Water, il a permis à celui-ci de se hisser au rang de l'un des instituts de recherche sur les politiques les plus réputés d'Asie et de figurer parmi les 20 meilleurs groupes de réflexion sur le climat au monde. Il copréside le Global Future Council on Clean Air du Forum économique mondial et est membre du groupe international de haut niveau de l'initiative Environment of Peace. Il a participé activement à la conception et à la mise en place de l'Alliance internationale pour l'énergie solaire et il est l'un des membres fondateurs du conseil d'administration du Clean Energy Access Network. M. Gosh prodigue ses conseils à des gouvernements et à des représentantes et représentants du secteur industriel, de la société civile et d'organisations internationales du monde entier. En 2015, il a été invité par la France, en qualité de « personnalité d'avenir », à participer en tant que conseiller aux négociations climatiques tenues dans le cadre de la COP 21 ; il a également donné de nombreux avis à l'occasion des négociations relatives aux hydrofluorocarbones tenues dans le cadre de l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal. En 2018, il a été élu membre du Comité des politiques de développement de l'ONU. En 2020, le Gouvernement indien l'a nommé coprésident du volet « énergie, environnement et changements climatiques » de sa nouvelle politique nationale en matière de science, de technologie et d'innovation (connue sous le nom de « STIP 2020 »). Les chroniques mensuelles de M. Gosh sont lues par un vaste public ; il est régulièrement interviewé sur des chaînes de télévision nationales et internationales et il a participé en tant que présentateur et en tant qu'intervenant à plusieurs documentaires sur les thèmes de l'eau, de l'énergie et des changements climatiques. Le TED Talk qu'il a donné en 2019 sur la qualité de l'air (intitulé « Mission 80-80-80 ») a dépassé les 240 000 vues. Il a coécrit et dirigé quatre livres et des dizaines d'articles et a travaillé dans 45 pays. Il a occupé des postes à Princeton, à Oxford, au PNUD (New York) et à l'OMC (Genève). Il est titulaire d'un doctorat de l'Université d'Oxford et a été majeur de sa promotion d'économie au St. Stephen's College (Delhi).

Trudi Hartzenberg (Afrique du Sud)

Directrice exécutive du Trade Law Centre, entité qui s'emploie principalement à renforcer les capacités institutionnelles et les capacités en matière d'élaboration de politiques en Afrique en vue d'améliorer la politique commerciale et la gouvernance dans le continent, Mme Hartzenberg est une économiste spécialisée dans les domaines de la politique commerciale et industrielle, de l'intégration régionale, des politiques en matière de concurrence et des investissements. Elle a enseigné l'économie à l'Université du Natal et à l'Université du Cap (Afrique du Sud). Elle a écrit sur le commerce international, l'intégration régionale, les investissements, la politique industrielle, les politiques en matière de concurrence et le droit de la concurrence, et le développement des petites entreprises. Elle est consultante auprès de plusieurs organisations régionales et multilatérales, dont le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'OMC, la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Union douanière d'Afrique australe et le Consortium pour la recherche économique en Afrique. Elle collabore étroitement avec les gouvernements dans le domaine des politiques et du droit de la concurrence et conseille des cabinets d'avocats ainsi que des sociétés privées. Elle a été chargée d'évaluer les politiques de l'Afrique du Sud en matière de concurrence sur une période de dix à quinze ans. Elle est titulaire d'un master en économie de

l'Université du Natal (Afrique du Sud). Elle est actuellement membre du conseil consultatif du programme de chaires de l'OMC.

Anne-Laure Kiechel (France)

Mme Kiechel est la fondatrice et directrice mondiale de Global Sovereign Advisory (GSA), une entité indépendante qui prodigue des conseils d'ensemble aux États et aux entreprises publiques en matière de politiques publiques et de questions financières. GSA donne actuellement des conseils stratégiques à plus d'une vingtaine de pays dans le monde, notamment au sujet de l'équilibre entre cadre macrobudgétaire et politiques, de la stratégie économique, du périmètre du secteur public, des stratégies de financement et de restructuration de la dette, ainsi que de la conception, de la mise en application et de l'évaluation des réformes, et possède le statut d'« entreprise à mission » (équivalent en droit français de la « B-Corp ») depuis 2020. Mme Kiechel bénéficie de plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des marchés des capitaux d'emprunt et du conseil sur les avoirs souverains, tant au niveau des gouvernements que des entreprises publiques. Elle a été conseillère d'Alexis Tsipras, Premier Ministre de la Grèce, de 2016 à 2019. Elle est diplômée de HEC et de Sankt-Gallen et titulaire d'un diplôme de mathématiques.

Carlos Lopes (Guinée-Bissau)

Professeur à la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap, professeur invité à Sciences Po Paris et chercheur associé de l'Africa Programme et de Chatham House (Institut royal des affaires internationales), M. Lopes a occupé plusieurs postes de direction dans le système des Nations Unies, notamment celui de Directeur chargé des politiques pour le Secrétaire général Kofi Annan et celui de Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Il a écrit ou dirigé plus de 20 ouvrages et publié des articles de fond dans des médias tels que Project Syndicate, CNN, *Le Monde, Financial Times, China Daily, The Guardian, New African* et *Jeune Afrique.* Il est membre de l'équipe de travail sur la réforme de l'Union africaine, qui est dirigée par Paul Kagame, le Président du Rwanda, et il occupe également la fonction de Haut-Représentant de l'Union africaine pour les partenariats avec l'Europe. M. Lopes est membre de la Global Commission for Economy and Climate, de l'Académie africaine des sciences et de l'Académie des sciences de Lisbonne et siège aux conseils d'administration de l'African Leadership Institute et de l'Institut de hautes études de Genève. Il a obtenu un doctorat en histoire de l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris) et un master de recherche de l'Institut de hautes études internationales et du développement (Genève). Il est aussi titulaire de doctorats honorifiques délivrés par l'Université d'Awasa (Éthiopie), l'Université Cândido Mendes (Rio de Janeiro, Brésil) et l'Université Politecnica (Maputo, Mozambique).

Amina Mama (Nigéria)

Mme Mama est Directrice du Département des études féminines, des études de genre et des études sur la sexualité de l'Université de Californie (Davis), Directrice du Feminist Research Institute et Professeure d'études féminines, d'études de genre et d'études sur la sexualité aux États-Unis d'Amérique. Elle a été membre du conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. Chercheuse et universitaire, elle a habité et travaillé au Nigéria, en Afrique du Sud, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Pays-Bas et aux États-Unis d'Amérique. Elle a dirigé pendant dix ans (de 1999 à 2009) l'African

Gender Institute de l'Université du Cap et a œuvré à faire de cette entité une institution-ressource à l'échelle continentale proposant un programme de bourses axé sur le changement, qui vise à faire converger la théorie et le militantisme féministes. Elle est l'auteure de nombreuses publications et est la fondatrice et rédactrice en chef de la revue continentale *Feminist Africa,* qui est consacrée aux études de genre. Ses recherches, qui ont pour objectif de renforcer l'activité et la recherche militantes féministes en Afrique, portent sur la culture et la subjectivité, la politique et les politiques, les mouvements féministes et le militarisme. Elle possède un doctorat en psychologie du travail et psychologie appliquée du Birkbeck College (Université de Londres).

Jacqueline Musiitwa (Zambie)

Avocate spécialisée dans le commerce et les investissements forte de plus de 16 ans d'expérience dans ce domaine, Mme Musiitwa a fondé le Hoja Law Group, un cabinet de conseil juridique qui aide les gouvernements à créer un environnement plus favorable aux entreprises et apporte un appui aux clients désireux de développer leur activité dans toute l'Afrique. Elle a précédemment occupé diverses fonctions de direction et a notamment été Conseillère en chef pour les relations d'entreprise en Afrique et les projets chez Rio Tinto, Directrice exécutive de Financial Sector Deepening Uganda, conseillère juridique et assistante du Président-Directeur général de la Eastern and Southern African Trade and Development Bank (TDB Group), Conseillère auprès du Directeur général de l'OMC, et Chef des affaires juridiques et des relations avec les investisseurs chez Baobab. Mme Musiitwa a également été professeure adjointe de droit dans plusieurs universités des États-Unis d'Amérique et du Rwanda et mène, dans son temps libre, des recherches sur la façon dont la Chine se positionne par rapport au respect du droit international en tant que chercheuse associée pour le China Law Development Project de l'Université d'Oxford. Elle est l'une des chefs de file de la réflexion sur la technologie et l'éthique, le développement international et la gouvernance institutionnelle et a été publiée dans le *Financial Times*, Project Syndicate et d'autres revues. Elle participe à titre personnel à diverses initiatives axées sur la résilience et le relèvement face à la COVID-19 ainsi que sur la promotion du mentorat et de l'accès à un enseignement de qualité et à l'entrepreneuriat. Elle siège aux conseils d'administration d'IDEO.org et de la branche britannique du Comité international de secours et a précédemment été membre des conseils d'administration de la Bank of Zambia, de Prime Insurance (Rwanda) et de Microcred Zimbabwe.

Keith Nurse (Trinité-et-Tobago)

Directeur et Président du Sir Arthur Lewis Community College de Sainte-Lucie, M. Nurse a récemment occupé le poste d'Économiste en chef et de Conseiller pour les politiques structurelles et l'innovation au Centre de développement de l'OCDE, à Paris. Il a travaillé à l'Université des Indes occidentales en tant que titulaire de la chaire de l'OMC. Il est membre du Bureau du Comité des politiques de développement de l'ONU et du Comité consultatif de l'Hemispheric Programme de l'Inter-American Institute for Cooperation in Agriculture. Il a également siégé au Conseil consultatif sur le développement économique du Gouvernement trinidadien. M. Nurse a travaillé comme chercheur et consultant auprès de gouvernements et d'organisations internationales et régionales du monde entier et publié des articles sur un large éventail de sujets, tels que les politiques et services commerciaux, la politique industrielle et le pilotage de l'innovation, l'industrie de la création, le

tourisme, les migrations et les diasporas, le genre et la restructuration économique, et l'action climatique et le développement durable.

José Antonio Ocampo Gaviria (Colombie)

Professeur à la School of International and Public Affairs et Directeur de l'Economic and Political Development Concentration, M. Ocampo Gaviria est aussi Coprésident de l'Initiative for Policy Dialogue et membre du Committee on Global Thought de l'Université Columbia. Il a occupé de nombreux postes au sein de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'en Colombie, son pays natal, dont notamment les suivants : Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU ; Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Ministre des finances, Ministre de l'agriculture ; Directeur du Bureau national de planification de Colombie ; membre du conseil d'administration de la Banco de la República (la banque centrale de Colombie) ; Chef de la Commission du développement rural (2015-2016). Il a reçu de nombreuses distinctions académiques, dont le prix Jaume Vicens Vives, qui lui a été décerné en 2012 par l'Association espagnole d'histoire économique pour le meilleur ouvrage espagnol ou latinoaméricain sur l'histoire de l'économie, ainsi que le Prix Leontief pour l'avancement des limites de la pensée économique, obtenu en 2008, et le Prix scientifique national Alejandro Angel Escobar (Colombie), qui lui a été remis en 1988. Il a écrit de nombreux ouvrages sur la théorie et les politiques macroéconomiques, les questions financières internationales, le développement économique et social, le commerce international et l'histoire des économies colombienne et latino-américaine.

Annalisa Prizzon (Italie)

Directrice de recherche à l'Overseas Development Institute (ODI), un groupe de réflexion axé sur les affaires internationales, Mme Prizzon a mené des recherches approfondies sur l'architecture de la coopération au service du développement, la dette extérieure, le financement du développement et les banques multilatérales de développement et a publié de nombreux travaux sur ces sujets dans des revues à comité de lecture, des ouvrages et des rapports de recherche. Elle fournit régulièrement des conseils dans ces domaines aux départements de la stratégie d'agences de développement bilatérales et de banques de développement multilatérales. Elle a travaillé dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud-Est, du Pacifique et d'Amérique latine. Avant de rejoindre l'ODI, elle a été économiste et spécialiste de l'analyse des politiques dans des institutions universitaires et des organisations internationales (Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et Groupe de la Banque mondiale). Elle est membre du conseil de la Development Study Association du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et a été membre du Global Future Council on Infrastructure du Forum économique mondial. Mme Prizzon est titulaire d'un doctorat en économie et finances publiques de l'Université de Pavie (Italie) et a été chercheuse invitée à l'Université Notre Dame (États-Unis d'Amérique).

Liliana Rojas-Suarez (Pérou)

Mme Rojas-Suarez est Directrice de la Latin America Initiative et chargée de recherches au Center for Global Development. Elle est spécialiste de l'Amérique latine, de la réglementation financière, de l'inclusion financière numérique, des

normes Bâle II et Bâle III et de l'impact des flux financiers mondiaux sur le développement. Elle préside également le Latin American Committee on Macroeconomic and Financial Issues et est professeure adjointe à la School of International and Public Affairs de l'Université Columbia (New York). De mars 1998 à octobre 2000, elle a été administratrice gérante et économiste en chef pour l'Amérique latine à la Deutsche Bank, avant quoi elle était Conseillère principale au bureau de l'économiste en chef de la Banque interaméricaine de développement. De 1984 à 1994, elle a occupé plusieurs postes au Fonds monétaire international, dont, le plus récemment, celui de chef adjointe de la Division des marchés de capitaux et des études financières du Département de la recherche. Elle a publié des articles dans de nombreuses revues (universitaires et autres), notamment sur les politiques macroéconomiques, l'économie internationale et les marchés financiers. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Western Ontario.

Taffere Tesfachew (Éthiopie)

Conseiller principal au Tony Blair Institute for Global Change, M. Tesfachew est l'ancien Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED. À ce titre, il a supervisé les travaux de la CNUCED sur l'Afrique et les pays les moins avancés et a été responsable de l'élaboration de deux des grands rapports annuels publiés par la CNUCED, à savoir le *Rapport sur le développement économique en Afrique* et le *Rapport sur les pays les moins avancés.* Il a plus de 30 ans d'expérience professionnelle dans les domaines du développement national et international, en particulier pour ce qui est des questions liées au commerce et au développement et à des sujets connexes tels que les investissements, la politique industrielle, les nouvelles technologies, le développement des entreprises et l'intégration régionale. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle et d'un master en économie de l'Université de Lancaster (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et d'un master ainsi que d'un doctorat en économie de l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex (Royaume-Uni). Il a publié de nombreux écrits portant sur des sujets variés, notamment les articles suivants : « Technological Learning and Industrialization in Ethiopia » ; « The role of policy in promoting enterprise learning during early industrialization » ; « Learning to catch-up in Africa » ; « Special Economic Zones and export-led growth: an industrial policy imperative ».

Kori Udovicki (Serbie)

Mme Udovicki est Directrice du Center for Advanced Economic Studies de Belgrade, un groupe de réflexion et centre d'action œuvrant à la reprise économique et à la consolidation de la démocratie en Serbie ainsi qu'à la convergence du pays avec l'Union européenne. Elle a été Vice-Première Ministre de la Serbie et Ministre serbe de l'administration publique et de l'administration territoriale autonome, Ministre serbe de l'énergie et des mines, Directrice du Bureau régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants du PNUD, Gouverneure de la Banque nationale de Serbie et économiste au FMI. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Yale.

Rolph van der Hoeven (Pays-Bas)

M. van der Hoeven est Professeur émérite d'économie de l'emploi et du développement à l'Institute of Social Studies de l'Université Érasme (Pays-Bas). De 2005 à 2008, il a été Directeur chargé de la cohérence des politiques à l'Organisation

internationale du Travail (OIT) à Genève. Il travaille depuis plus de 30 ans pour l'UNICEF et l'OIT dans différents pays, ayant occupé notamment les postes de spécialiste de l'analyse des politiques pour l'OIT en Zambie et en Éthiopie, d'Économiste en chef à l'UNICEF à New York, de responsable du projet interdépartemental de l'OIT sur l'emploi et l'ajustement structurel, et de responsable du Secrétariat technique de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation. Il a publié de nombreux articles sur l'emploi, la pauvreté, les inégalités et les réformes économiques. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université libre d'Amsterdam.

Natalya Volchkova (Fédération de Russie)

Mme Volchkova est maître de conférences et Directrice au Center for Economic and Financial Research de la New Economic School et Vice-Rectrice de la Russian Foreign Trade Academy de Moscou. Elle a notamment été chercheuse invitée au Stockholm Institute of Transition Economics, à l'Université Harvard et au Massachusetts Institute of Technology, ainsi que chargée de cours en économie internationale à l'International College of Economics and Finance (Moscou). S'agissant de ses activités civiques et internationales, elle est membre du Conseil d'experts de la Chambre des comptes de la Fédération de Russie, du Conseil sur les activités de recherche de la Banque centrale de Russie et du Council for Global Problem Solving. Auteure de divers ouvrages et articles sur des questions relatives à l'économie, elle a reçu la bourse VISBY destinée aux chercheurs principaux (Suède) et la bourse Fulbright pour les chercheurs invités (États-Unis). Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Institut central d'économie et de mathématiques de Moscou.

Xufeng Zhu (Chine)

M. Zhu est Professeur et Doyen exécutif adjoint de la School of Public Policy and Management (SPPM), Directeur exécutif de l'Institute for Sustainable Development Goals de l'Université Tsinghua, Directeur adjoint du Science & Technology Development and Governance Center de l'Université Tsinghua, et Directeur du Think Tank Research Center de la SPPM. Ses recherches portent sur la théorie de l'élaboration des politiques publiques, les politiques en matière de sciences et de technologie, le développement durable et la politique de l'environnement, ainsi que sur la gouvernance publique dans une Chine en transition. Il a été professeur à la Zhou Enlai School of Government de l'Université de Nankai et il est actuellement Professeur adjoint à l'Université Jiao Tong de Shanghai. Il est rédacteur en chef régional de l'*Asian Journal of Political Sciences*, rédacteur en chef adjoint du *Journal of Comparative Policy Analysis* et membre du comité de rédaction de dix autres revues internationales. M. Zhu est aussi le Coprésident du groupe de travail sur les objectifs de développement durable du Network of Schools of Public Policy, Affairs, and Administration. Il a remporté divers prix académiques nationaux en Chine, dont le Prix national des jeunes chercheurs de Chine (2016). Il a remporté le Prix « Best Comparative Policy Paper Award », qui lui a été décerné en 2012 par l'American Society for Public Administration, ainsi que le Prix « Naschold Award for Excellence in Scholarship in Public Management ». Il a également été l'un des lauréats de la bourse d'études du Harvard Yenching Institute en 2008. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle en ingénierie environnementale et d'un doctorat en administration publique de l'Université Tsinghua.